

**DÉPARTEMENT DE LA NIEVRE**

**COMMUNE DE CHEVENON**

**ENQUÊTE PUBLIQUE**

**Demande de permis de construire concernant une centrale photovoltaïque au  
sol situées sur le territoire de la commune  
de Chevenon**

**Sollicité par la société PHOTOSOL DEVELOPPEMENT**

**Ouverture le mardi 18 juillet 2023 à partir de 13h30 et fermeture le  
mercredi 16 août 2023  
par arrêté N° 58-2023-06-23-00001  
en date du 23 juin 2023**

**PIECES ANNEXES**

**Josette DESBORDES**

**1 Route de la croix sainte marie  
58350 Châteauneuf-val-de-bargis**

**Désignée en qualité de commissaire enquêteur titulaire  
par décision N° E23000048/21 du Président du Tribunal administratif de  
Dijon en date du 30 mai 2023**

## **LISTE DES PIECES ANNEXES**

<b>Annexe N° 1 :</b>	Désignation du commissaire	(2 pages)
<b>Annexe N° 2 :</b>	Arrêté N°58-2023-06-23-00001	(4 pages)
<b>Annexe N° 3 :</b>	Plan masse au 1er août 2022	(2 pages)
<b>Annexe N° 4 :</b>	Courrier de confirmation des modifications du plan masse	(2 pages)
<b>Annexe N° 5 :</b>	Avis des services	(17 pages)
<b>Annexe N° 6 :</b>	Photos des lieux	(2 pages)
<b>Annexe N° 7 :</b>	Plantation des haies	(28 pages)
<b>Annexe N° 8 :</b>	Attestation de parution dans la presse	(4 pages)
<b>Annexe N° 9 :</b>	Procès verbal	( 25 pages)
<b>Annexe N° 10 :</b>	Réponse du responsable du projet	(53 pages)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Dijon, le 30/05/2023

TRIBUNAL ADMINISTRATIF  
DE DIJON

22 rue d'Assas - CS 61616

21016 Dijon Cedex

Téléphone : 03.80.73.91.00

Télécopie : 03.80.73.39.89

du lundi au vendredi de 9h-12h  
et de 13h à 16h

E23000048 / 21

Madame Josette DESBORDES  
1, route de la Croix Sainte Marie  
58350 CHÂTEAUNEUF-VAL-DE-BARGIS

Dossier n° : E23000048 / 21  
(à rappeler dans toutes correspondances)

COMMUNICATION DECISION DESIGNATION COMMISSAIRE ENQUETEUR

**Objet :** Demande de permis de construire concernant une centrale photovoltaïque au sol située sur le territoire de la commune de CHEVENON (58).

Madame,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, une copie de la décision par laquelle le président du tribunal vous a désigné en qualité de commissaire enquêtrice titulaire.

En application de l'article L. 123-5 du code de l'environnement, je vous remercie de me faire parvenir, par retour de courrier, la déclaration sur l'honneur dûment complétée et signée, dans l'hypothèse où l'original n'a pas encore été transmis au président du tribunal administratif.

Je vous rappelle qu'en application des dispositions de l'article R. 123-19 du code de l'environnement, le commissaire enquêteur transmet à l'autorité organisatrice l'exemplaire du dossier de l'enquête accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif, dans les délais légalement définis par l'article L. 123-15.

Afin de permettre le règlement futur de vos indemnités et le versement des cotisations et contributions sociales, vous voudrez bien adresser au tribunal, à l'issue de l'enquête publique, votre état de frais dûment complété accompagné des justificatifs ainsi que l'original d'un RIB ou RIP et votre numéro de sécurité sociale.

Je vous prie de bien vouloir recevoir, Madame, l'assurance de ma considération distinguée.

Le greffier en chef,  
ou par délégation,

  
Lydia VOYE

Enquêtes publiques

Certaines informations faisant l'objet d'un enregistrement informatique pour les besoins de l'instruction et du suivi de dossier, un droit d'accès et de rectification des données personnelles peut être exercé auprès du président du tribunal administratif.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DIJON

30/05/2023

Le président du tribunal administratif

N° E23000048 /21

**Décision désignation commission ou commissaire du 30/05/2023**

Vu enregistrée le 26/05/2023, la lettre par laquelle Monsieur le Préfet de la Nièvre demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet: *Demande de permis de construire concernant une centrale photovoltaïque au sol située sur le territoire de la commune de CHEVENON (58).* ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ; le chapitre III du titre II du livre Ier ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2023 ;

**DECIDE**

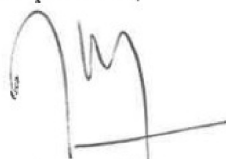
**ARTICLE 1** : Madame Josette DESBORDES est désignée en qualité de commissaire enquêtrice titulaire pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

**ARTICLE 2** : Monsieur Claude BIANCALANA est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

**ARTICLE 3** : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

**ARTICLE 4** : La présente décision sera notifiée à Monsieur le Préfet de la Nièvre, à la société PHOTOSOL DEVELOPPEMENT, à Monsieur Claude BIANCALANA et à Madame Josette DESBORDES.

Le président,

  
David ZUPAN







**PRÉFET  
DE LA NIÈVRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction du pilotage interministériel**

**Pôle Environnement et Guichet Unique ICPE**

**Arrêté N° 58-2023-06-23-00001**

**prescrivant l'ouverture d'une enquête publique relative à la demande de permis de construire,  
déposée par la société PHOTOSOL DÉVELOPPEMENT, concernant le projet d'implantation  
d'une centrale photovoltaïque sur la commune de Chevenon**

Le Préfet de la Nièvre  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 à L. 123-16, R. 123-1 et suivants ;
- VU** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 422-1, L.422-2 et R. 423-57 ;
- VU** la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables ;
- VU** le décret du 25 novembre 2020 portant nomination de M. Daniel BARNIER en qualité de Préfet de la Nièvre ;
- VU** le décret du 27 avril 2023 portant nomination de M. Ludovic PIERRAT en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 58-2023-05-11-00001 du 11 mai 2023 portant délégation de signature à M. Ludovic PIERRAT, Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;
- VU** la demande de permis de construire, les pièces du dossier et l'étude d'impact, présentées par la société PHOTOSOL DÉVELOPPEMENT et constituant le projet d'implantation d'un parc photovoltaïque situé sur le territoire de la commune de Chevenon ;
- VU** les avis des services et des collectivités locales émis dans le cadre de l'instruction ;
- VU** la liste des commissaires enquêteurs établie pour le département de la Nièvre au titre de l'année 2023 ;
- VU** l'ordonnance n° E23000048/21 du 30 mai 2023 par laquelle M. le Président du Tribunal Administratif de Dijon a désigné Mme Josette DESBORDES en qualité de commissaire enquêtrice titulaire et M. Claude BIANCALANA en qualité de commissaire enquêteur suppléant ;

**CONSIDÉRANT** qu'il y a eu lieu de soumettre cette demande d'autorisation à enquête publique ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;

**ARRÊTE**



**Article 1<sup>er</sup> : Durée et objet de l'enquête publique**

Il sera procédé du mardi 18 juillet 2023 à partir de 13h30 au mercredi 16 août 2023 jusqu'à 12h00, soit pendant une période de 30 jours consécutifs, à une enquête publique relative à la demande de permis de construire, déposée par la société PHOTOSOL DÉVELOPPEMENT (siège social : 40-42 rue de la Boétie – 75008 PARIS), concernant un parc photovoltaïque situé sur la commune de Chevenon.

La demande est sollicitée pour le projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance crête de 34,41 MWc, comprenant 64 320 modules, 2 postes de livraison, 6 postes de transformation électrique et 1 local technique, aux lieux-dits « Pâturage du Chemin de la Col », « Prés Mousset », « Prés Clos », « Herbage de Manicrot », « Les Terres Douces », « Les Chaumes Douces », « Pré du Chêne » et « Champ du Corbier » sur le territoire de la commune de Chevenon.

L'enquête publique concerne les communes de Béard, Chevenon, Imphy, Luthenay-Uxeloup, Magny Cours, Saint-Ouen-sur-Loire, Saint-Parize-le-Châtel, Sermoise-sur-Loire, les communautés de communes Loire et Allier, Nivernais Bourbonnais, Sud Nivernais et la communauté d'agglomération Nevers Agglomération.

**Article 2 : Commissaire enquêtrice et suppléant**

Mme Josette DESBORDES, technicienne supérieure de la DDT en retraite, a été désignée en qualité de commissaire enquêtrice titulaire par décision n° E23000048/21 du 30 mai 2023 de M. le Président du Tribunal Administratif de Dijon. M. Claude BIANCALANA, retraité de la fonction publique, est le suppléant de Mme Josette DESBORDES.

**Article 3 : Consultation du dossier et observations du public**

Le dossier d'enquête (comprenant notamment une étude d'impact et un résumé non technique du projet), ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par la commissaire enquêtrice, seront déposés dans la mairie de Chevenon pendant toute la durée de l'enquête publique, afin que le public puisse :

- en prendre connaissance sur place, aux jours et heures d'ouverture de la mairie de Chevenon (lundi, mardi, jeudi, vendredi : 13h30 - 16h30 et mercredi : 9h00 - 12h00),
- formuler éventuellement ses observations sur le registre spécialement ouvert à cet effet ou les adresser par écrit à la commissaire enquêtrice titulaire, Mme Josette DESBORDES, à la mairie de Chevenon, siège de l'enquête, où elles sont tenues à la disposition du public.

Les observations pourront également être adressées à la Préfecture de la Nièvre, par voie électronique, à l'adresse suivante : [enquete-publique-chevenon@nievre.gouv.fr](mailto:enquete-publique-chevenon@nievre.gouv.fr) avant la fin de l'enquête. Elles sont tenues à la disposition du public au siège de l'enquête et consultables sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre ([www.nievre.gouv.fr](http://www.nievre.gouv.fr) – onglet « Publications » – rubrique « Enquêtes publiques État ») dans les meilleurs délais.

En outre, le dossier pourra également être consulté dans les mairies de Béard, Imphy, Luthenay-Uxeloup, Magny-Cours, Saint-Ouen-sur-Loire, Saint-Parize-le-Châtel, Sermoise-sur-Loire, les communautés de communes Loire et Allier, Nivernais Bourbonnais, Sud Nivernais, la communauté d'agglomération Nevers Agglomération, ainsi que sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre ([www.nievre.gouv.fr](http://www.nievre.gouv.fr) – onglet « Publications » – rubrique « Enquêtes publiques État »).

Le dossier sera mis à disposition du public, durant toute la durée de l'enquête publique, sur un poste informatique à la Préfecture de Nevers (Pôle Environnement et Guichet Unique ICPE), sur rendez-vous, en téléphonant au 03.86.60.71.43 ou 03.86.60.71.46.

**Article 4 : Permanences de la commissaire enquêtrice**

Mme Josette DESBORDES (ou son suppléant) se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations à la mairie de Chevenon les :

➤ mardi	18 juillet 2023	de	13h30 à 16h30
➤ lundi	24 juillet 2023	de	13h30 à 16h30
➤ mercredi	2 août 2023	de	9h00 à 12h00



➤ vendredi	11 août 2023	de	13h30 à 16h30
➤ mercredi	16 août 2023	de	9h00 à 12h00

**Lors des permanences en mairie, le public devra respecter les mesures sanitaires en vigueur.**

#### **Article 5 : Affichage et publication de l'avis au public**

Un avis d'enquête publique, établi dans les conditions prévues par l'article L. 123-10 du code de l'environnement, sera affiché par les soins du maire de chaque commune citée à l'article 1<sup>er</sup> et par les présidents des collectivités citées au même article, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête, soit au plus tard le dimanche 2 juillet 2023 et pendant toute la durée de celle-ci, à la porte des mairies et du siège des collectivités et visible en dehors des heures d'ouverture des bureaux, ainsi qu'aux éventuels autres lieux habituels d'affichage.

Un certificat d'affichage sera établi par chaque maire et chaque président des collectivités concernées pour constater l'accomplissement de cette formalité.

En outre, dans ces mêmes conditions de délai et de durée, il sera procédé, par les soins de la société PHOTOSOL DÉVELOPPEMENT, à l'affichage de ce même avis sur les lieux ou aux abords immédiats de l'opération. Les affiches doivent être visibles et lisibles de la ou des voies publiques et être conformes aux caractéristiques et dimensions fixées par arrêté ministériel du 9 septembre 2021.

Cet avis sera également inséré, quinze jours au moins avant le début de l'enquête dans le "Journal du Centre" et le "Journal du Centre – Édition du Dimanche", par les soins du Préfet de la Nièvre et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci.

L'avis d'enquête et le dossier de demande de permis de construire seront mis en ligne sur le site internet des services de l'Etat dans la Nièvre : [www.nievre.gouv.fr](http://www.nievre.gouv.fr) (onglet « Publications » – rubrique « Enquêtes publiques État ») dans les mêmes conditions de délai que celles prévues ci-dessus.

#### **Article 6 : Conduite de l'enquête publique**

Conformément aux dispositions de l'article L. 123-13 du code de l'environnement, la commissaire enquêtrice rencontrera le responsable du projet. Elle pourra également :

- recevoir toute information et, si elle estime que des documents sont utiles à la bonne information du public, demander au responsable du projet de communiquer ces documents au public,
- visiter les lieux concernés, à l'exception des lieux d'habitation, après en avoir informé au préalable les propriétaires et les occupants,
- entendre toutes les personnes concernées par le projet qui en font la demande et convoquer toutes les personnes qu'il lui paraîtra utile de consulter,
- organiser toute réunion d'information et d'échange avec le public en présence du responsable du projet.

#### **Article 7 : Communication et informations**

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la Préfecture de la Nièvre, dès publication de cet arrêté.

La personne responsable du projet auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être demandées est Mme Gwenola ROULIN – société PHOTOSOL DÉVELOPPEMENT – 40-42 rue de la Boétie – 75008 Paris (Téléphone : 06.73.72.82.93 – Courriel : [gwenola.roulin@photosol.fr](mailto:gwenola.roulin@photosol.fr)) ou Mme Nafissatou FALANA (Téléphone : 06.72.38.49.52 – Courriel : [nafissatou.falana@photosol.fr](mailto:nafissatou.falana@photosol.fr)) pour la semaine du 17 au 23 juillet 2023.

#### **Article 8 : Fin de l'enquête publique**

À l'expiration du délai d'enquête, le registre papier sera clos par la commissaire enquêtrice.



Dès clôture du registre et des documents annexés, la commissaire enquêtrice rencontrera, dans la huitaine, le demandeur et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le demandeur disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

La commissaire enquêtrice établira, d'une part, un rapport dans lequel elle relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies, d'autre part, ses conclusions motivées, qui doivent figurer dans un document séparé et précisera si elles sont favorables ou non au projet.

Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, la commissaire enquêtrice transmettra, au Préfet de la Nièvre, le registre et le dossier d'enquête accompagnés du rapport et des conclusions susvisés. Elle fera parvenir simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Dijon.

Dès leur réception, copie du rapport et des conclusions de la commissaire enquêtrice sera adressée au responsable du projet ainsi qu'aux maires des communes et aux présidents des collectivités concernées.

À l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions motivées de la commissaire enquêtrice seront tenus à la disposition du public, pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête, à la Préfecture de la Nièvre - Pôle Environnement et Guichet unique ICPE, ainsi qu'à la mairie de Chevenon.

Ces éléments seront mis à disposition du public sur le site internet des services de l'État dans la Nièvre pour une durée qui ne peut être inférieure à un an à compter de la décision finale.

À l'issue de la procédure, le Préfet de la Nièvre délivrera, soit une autorisation de permis de construire, éventuellement assortie de prescriptions, soit un refus motivé, par arrêté préfectoral qui sera notifié au responsable du projet.

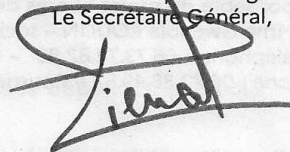
#### **Article 9 : Exécution et notification**

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre,
- les Maires des communes de Béard, Chevenon, Imphy, Luthenay-Uxeloup, Magny-Cours, Saint-Ouen-sur-Loire, Saint-Parize-le-Châtel et Sermoise-sur-Loire,
- les Présidents des communautés de communes Loire et Allier, Nivernais Bourbonnais, Sud Nivernais,
- le Président de la communauté d'agglomération Nevers Agglomération,
- le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Bourgogne-Franche-Comté,
- le Directeur départemental des territoires de la Nièvre,
- le Directeur de la société PHOTOSOL DÉVELOPPEMENT,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Nièvre, dont copie sera adressée à Mme Josette DESBORDES, commissaire enquêtrice, ainsi qu'à M. Le Président du Tribunal Administratif, et dont l'original sera transmis au Directeur des archives départementales de la Nièvre.

Fait à Nevers, le **23 JUIN 2023**

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

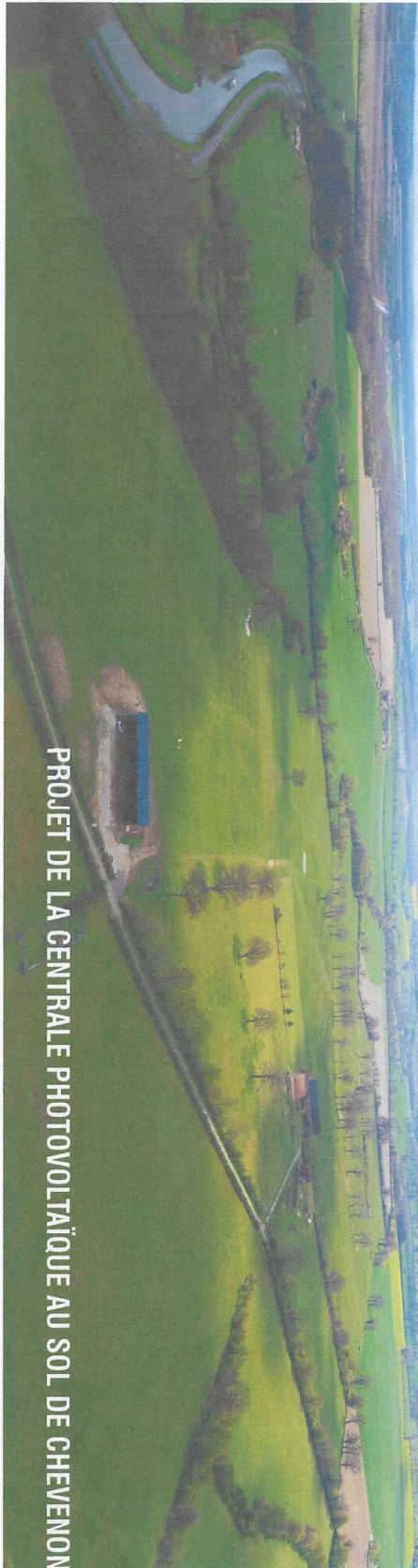


Ludovic PIERRAT

Région Bourgogne-Franche-Comté  
Département de la Nièvre (58)  
Commune de CHEVENON (58072)

## Modification du plan masse 01 août 2022

Maitre d'Ouvrage:  
PHOTOSOL DEVELOPPEMENT



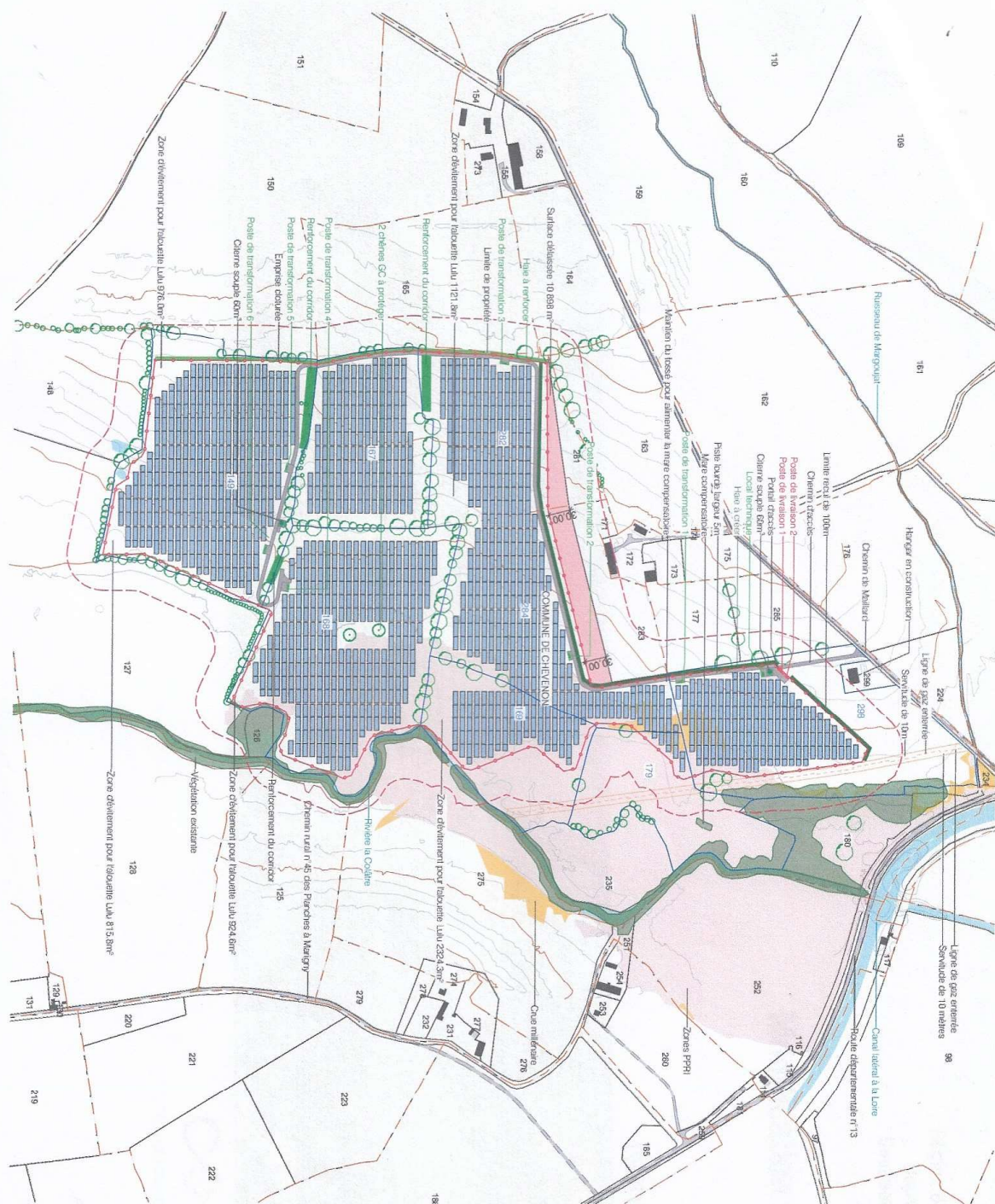
PROJET DE LA CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL DE CHEVENON

 **PHOTOSOL**

Producteur d'énergie photovoltaïque

Adresse de Correspondance :  
PHOTOSOL DEVELOPPEMENT  
40-42 rue la Boétie - 75008 PARIS  
Tel: 01 84 25 41 08  
mail : [gwenola.roulin@photosol.fr](mailto:gwenola.roulin@photosol.fr)





**PROJET DE LA CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL DE CHEVENON COMMUNE DE CHEVENON (59)**

**PLAN DE MASSE ETAT PROJETE - RECUL 30m-**

**Légende**

- Clous avec entée à 0,01
- Parcelles cadastrales concernées par le projet
- Parcelles cadastrales
- Voies existantes
- Bâtiments existants
- Limite de section
- Vegetation existante
- Vegetation existante à supprimer
- Courbes de niveau
- Cour d'eau
- Obligation Légale de Déboisement 50 mètres
- Ligne de gaz enterrée
- Servitude de 10 mètres
- Zones PPRI

**Echelle 1:500 au format A3**

0 100 200m

N

Architecte

**PM IN ARCHITECTURE**  
21 rue d'Albani 75016 PARIS  
08 77 13 46 63 / pm.in.archi@gmail.com  
533 863 841 / 13 PARIS

**Maître d'ouvrage**  
**PHOTOSOL**  
Producteur d'énergie photovoltaïque  
Adresse de correspondance :  
**PHOTOSOL DEVELOPPEMENT**  
40-42 rue la Boétie 75000 PARIS



Madame Reullon et Monsieur Roche  
Domaine de Manicrot  
58 160 Chevenon

Paris, le 8 juin 2023

**Objet : Confirmation des modifications du plan de masse de l'installation agrivoltaïque de Chevenon**

Madame, Monsieur,

Comme vous le savez, PHOTOSOL développe depuis 2021 le projet d'une installation agrivoltaïque sur la commune de Chevenon (58).

A l'occasion d'échanges avec notre responsable de projet, Madame Gwénola ROULIN, vous avez travaillé sur les différents aspects paysagers du parc à s au regard de votre résidence principale afin d'en obtenir la meilleure insertion possible.

Les mesures dont nous avons discuté ont toutes été intégrées dans le projet dont le plan de masse modifié est annexé au présent courrier.

Vous constaterez que la bande de recul de 30 m a bien été prise en compte sur la distance convenue et que la plantation de haies a bien été indiquée.

Outre ces mesures, sachez que PHOTOSOL a décidé de prendre à sa charge les frais liés à la plantation des haies au sein de votre propriété (linéaire 2 et 3 mentionnés dans l'étude) selon les modalités indiquées dans l'étude paysagère réalisée par la Chambre d'agriculture. Notre engagement comprend également la mise en place du système d'arrosage type goutte à goutte ; il vous appartiendra ensuite d'en assurer l'entretien et la viabilité sur le long terme.

Afin de rendre ces mesures paysagères les plus efficaces et visibles possible, , les haies seront plantées, sous réserve de la disponibilité des plants auprès des professionnels, dès la période la plus propice après l'obtention du permis de construire purger de tout recours.

Une fois l'avis du commissaire enquêteur remis, Photosol étudiera la possibilité de planter plus rapidement le linéaire 3 indiqué dans l'étude paysagère de la Chambre d'agriculture.

Nous vous adressons ce courrier en deux exemplaires et, pour la pleine exécution de nos engagements, nous vous remercions de bien vouloir en accusé réception en les signant et en nous renvoyant l'un des deux exemplaires signés.

Nous tenant à votre entière disposition pour toute information que vous jugeriez utile de connaître ou d'être complétée,



Nous vous prions de bien vouloir recevoir, Madame, Monsieur, nos cordiales salutations.

David Guinard

PJ : Plan masse du projet de Chevenon du 6 Juin 2023, Dossier technique plantations de haies





REÇU LE  
26 JUIL. 2022  
DDT-SAUH-BDSP

Direction départementale  
des territoires

REÇU LE  
26 JUIL. 2022  
DDT - SAUH

Service Loire Sécurité Risques  
Affaire suivie par : Julien HUBERT  
Tél : 03.86.71.52.13  
Courriel : julien.hubert@nievre.gouv.fr

Nevers, le 25 JUIL. 2022

Note

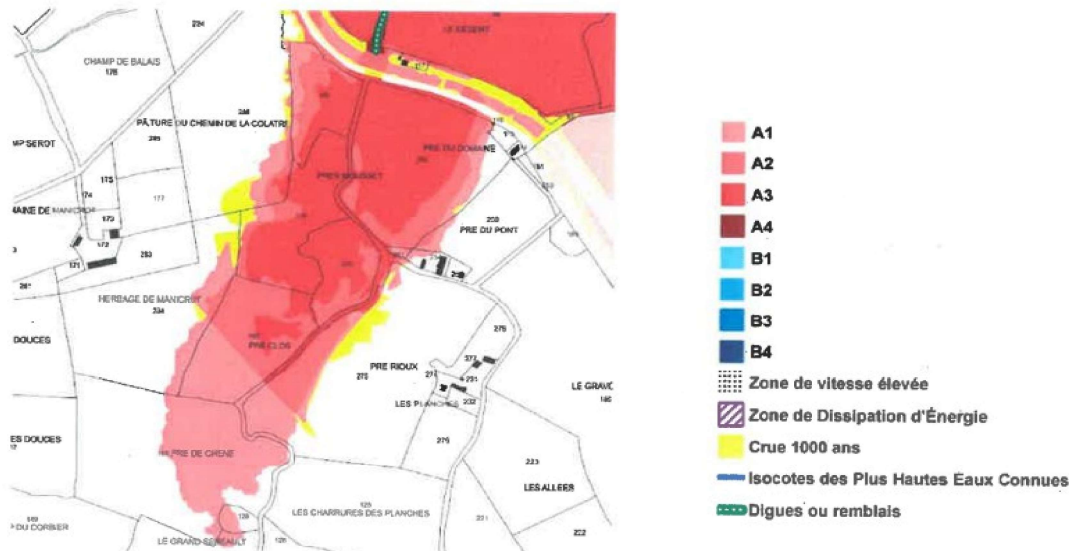
à

DDT / SAUH  
Bureau Droit des Sols et Publicité

Objet : PC 058 072 22 N0002 – PHOTOSOL DEVELOPPEMENT – réalisation d'une centrale photovoltaïque au sol – CHEVENON  
Réf : BCPR 2022/ 163  
PJ : /

Vous m'avez transmis, pour avis, une demande de permis de construire relatif à la création d'un parc photovoltaïque au sol d'une puissance estimative de 34,41 MWc situé sur le territoire de la commune de Chevenon.

Après consultation du Plan de Prévention du Risque inondation (PPRi) de la Loire du secteur compris entre Nevers et Saint-Léger-des-Vignes, approuvé le 17 janvier 2020, il apparaît qu'une partie des parcelles concernées par l'implantation des panneaux se situe en secteurs d'aléa fort A3, moyen A2, faible A1 et dans l'emprise de la crue millénaire de la zone inondable :



Direction départementale des territoires  
2, rue des Pâtis – BP 30069 - 58020 NEVERS CEDEX  
Horaires d'ouverture : 9h00-11h15 / 14h00-16h00  
(hors de ces horaires prendre rendez-vous)  
tél : 03 86 71 71 71 – courriel : ddt@nievre.gouv.fr

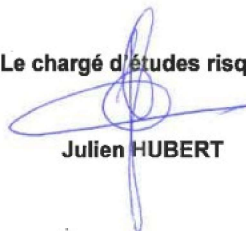
Dans ces secteurs, le règlement du PPRI Loire autorise les installations de panneaux photovoltaïques placés au sol sous réserve de :

- démontrer par une note technique l'absence d'alternative d'implanter l'installation en dehors des zones inondables, ou à défaut, dans un secteur d'aléa inférieur ;
- examiner la situation des installations vis-à-vis de l'aléa inondation correspondant aux Plus Hautes Eaux Connues (PHEC) dans l'étude d'impact et de justifier la non-aggravation du risque en amont et en aval du projet ;
- démontrer la solidité des structures porteuses des panneaux et de leur ancrage.

La cote des PHEC à retenir au droit du projet s'établit à la côte 182,75 m NGF, représentant ainsi une hauteur d'eau d'environ 1 m.

**Sous réserve de respecter les prescriptions émises ci-dessus**, j'émet un avis favorable à la demande de permis de construire au titre de la prévention du risque inondation.

**Le chargé d'études risques**



**Julien HUBERT**



Direction des Opérations  
Pôle Exploitation Rhône-Méditerranée  
Département Maintenance Données et Travaux Tiers  
10 rue Pierre Semard  
CS 50329 - 69363 LYON CEDEX 07  
Téléphone +33(0)4 78 65 59 59  
urbanisme-rm@grtgaz.com  
www.grtgaz.com

REÇU LE  
12 AOÛT 2022  
DDT-SAUH-BDSP

DDT 58  
SAUH / BPAM  
2 RUE DES PATIS  
BP 30069  
58020 NEVERS CEDEX

Affaire suivie par : DENIAUX Nathalie

VOS RÉF. PC05807222N0002 – PHOTOSOL DEVELOPPEMENT  
NOS RÉF. E2022-000299  
INTERLOCUTEUR DURANTON Damien – tél. 06 59 65 27 63 – 04 78 65 59 46  
OBJET Avis sur le permis de construire relatif au projet de réalisation d'une centrale photovoltaïque au sol  
Parcelles C 149, 167, 168, 169, 179, 282, 284, 298 - 58160 CHEVENON

Lyon, le 9 août 2022

Madame,

Nous accusons réception de votre dossier reçu par nos services en date du 19/07/2022 concernant le projet cité en objet.

Ce projet d'aménagement est situé à proximité des ouvrages de transport de gaz naturel suivants, pour lesquels sont définies des servitudes d'utilité publique (SUP) de maîtrise de l'urbanisation, en application des articles L.555-16 et R.555-30 du code de l'environnement :

Canalisation	DN	PMS (bar)	Largeur SUP (1) (m)
NEVERS	150	67.7	45
NEVERS	300	67.7	95

(1) Bande située de part et d'autre des ouvrages, associée à la servitude d'utilité publique de maîtrise de l'urbanisation du phénomène dangereux de référence majorant (article R.555-30 du code de l'environnement)

La présence de nos ouvrages nécessite des précautions particulières en matière d'urbanisme de manière à limiter l'exposition des riverains aux risques qu'ils peuvent occasionner.

#### 1. Contraintes liées à la servitude d'implantation

Les parcelles C 298, 179 et 169 sont traversées par nos canalisations. A ce titre, il y a lieu de se conformer aux dispositions de la servitude forte attachée aux parcelles traversées qui précise notamment l'existence d'une zone non-aedificandi et non-sylvandi dont la largeur de part et d'autre des canalisations est précisée dans le tableau ci-après :



Direction de la Servitude	Servitude Gauche (m)	Canalisation	Servitude inter-ouvrages (m)	Canalisation	Servitude Droite (m)
-	2	NEVERS (DN 150)	2	NEVERS (DN 300)	2

Nous rappelons que dans cette bande de servitude, seuls les murets de moins de 0,4 m de hauteur et de profondeur ainsi que la plantation d'arbres de moins de 2,7 m de hauteur et dont les racines descendent à moins de 0,6 m, sont autorisés.

Les modifications de profil du terrain ainsi que la pose de réseaux et de branchements en parallèle à notre ouvrage y sont interdites et tout fait de nature à nuire à la construction, l'exploitation et la maintenance des ouvrages concernés est proscrit dans cette bande de servitude.

En particulier, et dans le cas de l'implantation de cette centrale solaire, cette bande devra être maintenue libre d'accès aux agents de GRTgaz pour les opérations relatives à la sécurité et à la maintenance du réseau.

**D'après le plan de masse PC2 fourni, nous observons qu'une bande de 5 mètres est laissée libre de tout aménagement de part et d'autre de nos ouvrages. Ce point devra être respecté.**

## 2. Contraintes liées à l'implantation d'une centrale photovoltaïque à proximité d'un ouvrage de transport de gaz

### 2.1 Risques électriques liée à l'installation :

**Pour limiter les risques électriques sur l'ouvrage de transport de gaz liés à cette installation, l'implantation des installations devra se situer, à minima, à plus de 5 mètres de notre canalisation.**

Cela concerne en particulier les structures des modules photovoltaïques, les postes de conversion (locaux techniques), le poste de livraison et le système de mise à la terre de la Centrale.

**Tel que susmentionné, ce point est respecté.**

### 2.2 Contraintes électriques génériques

Par ailleurs, le maître d'ouvrage doit s'assurer du respect de la réglementation technique, des normes et des règles de l'art en vigueur. De manière générale, nous rappelons :

- l'existence d'une bande de servitude de 6 mètres en domaine privé où les constructions et la pose de réseau en parallèle sont interdits ;
- une distance minimale de 5 mètres devra être respectée entre nos ouvrages et l'élément le plus proche des mises à la terre de l'ouvrage électrique ;

## 3. Contraintes techniques génériques

### 3.1 Circulation au-dessus de l'ouvrage :

Dans les traversées de voies de circulation nouvelles, y compris temporaires pour travaux, les ouvrages de transport doivent être protégés mécaniquement par un ouvrage de génie civil dont la capacité de résister aux surcharges prévisibles sera justifiée par note de calculs.





RECUE  
11 JANV 2022  
DEPT SAU-H-BBSP

De plus, sur les routes ou chemin existants, une adaptation de la protection mécanique devra être réalisée si les caractéristiques de ces routes se voyaient modifiées du fait du changement de gabarit.

### 3.3 Contraintes génériques :

Le projet devra respecter les dispositions suivantes :

- L'accessibilité de nos ouvrages doit rester possible en permanence, pendant et après les travaux,
- Tout travail de terrassement au droit de nos ouvrages ne pourra être réalisé qu'en présence d'un représentant de GRTgaz,
- Les croisements des différents réseaux à poser (eau, électricité, télédiffusion, téléphone, assainissement, incendie) doivent être réalisés conformément aux prescriptions de GRTgaz et à la norme NF P 98-332 « Chaussées et dépendances - Règles de distance entre les réseaux enterrés et règles de voisinage entre les réseaux et les végétaux »,
- Les parkings, aires de stationnement ou stockages de matériaux au-dessus et à l'intérieur de la bande de servitude des ouvrages sont à proscrire,
- La création de voirie à emprunt longitudinal des ouvrages est à proscrire,
- **L'implantation de clôtures doit faire l'objet d'un accord avec GRTgaz,**
- Il convient de ne pas prévoir de fondation à moins de 5 mètres des ouvrages (bord de fouille),
- Les coûts des aménagements dans la bande de servitude induits par le projet sont à la charge de l'aménageur.

Vous trouverez jointes au courrier les recommandations techniques applicables pour les projets d'aménagements, à respecter.

### 4. Contraintes liées à l'urbanisation

Le transport de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques par canalisation est indispensable à l'approvisionnement énergétique de notre pays et à son développement économique. Il est reconnu comme le mode de transport le plus sûr et de moindre impact pour l'environnement. Il nécessite toutefois des précautions particulières en matière d'urbanisme afin de limiter l'exposition des riverains aux risques résiduels occasionnés par les canalisations.

En tant que gestionnaire de réseau de transport de gaz naturel soucieux de sécurité, GRTgaz se doit de rappeler l'existence de ce risque et ne souhaite pas voir augmenter la densité de population dans les SUP de ses ouvrages.

Néanmoins, au vu des éléments fournis et au regard du règlement de sécurité des canalisations de transport de gaz naturel, le projet ne modifiant pas la densité d'occupation dans la SUP de nos ouvrages, **GRTgaz ne s'oppose pas au projet.**

Il appartient à l'autorité délivrant l'autorisation, en lien avec le pétitionnaire et le service instructeur, d'établir si le projet justifie des restrictions de construction ou d'installation aux regards du risque, en application de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme.



5 Localisation et suite du projet



Agence Raccordement Electricité

DDT 58

2 rue des Pâtis BP 30069  
58020 NEVERS CEDEX

Téléphone : 0970831970

Télécopie :

Courriel : brgne-cuau@enedis.fr

Interlocuteur : lauquin corinne

Objet : Réponse concernant l'instruction d'une autorisation d'urbanisme

CHALON-SUR-SAONE, le 27/07/2022

Madame, Monsieur,

Par votre demande d'information pour l'instruction de l'autorisation d'urbanisme d'une installation de production, vous nous avez sollicités afin de connaître les coûts d'extension de réseau électrique qui seraient à la charge de la CCU (ou de l'EPCI) concernant le projet référencé ci-dessous :

Autorisation d'Urbanisme : PC05807222N0002  
Adresse : CHEVENON  
58160 CHEVENON  
Référence cadastrale : Section C , Parcelle n° 298  
Section C , Parcelle n° 179  
Section C , Parcelle n° 169  
Section C , Parcelle n° 284  
Section C , Parcelle n° 167  
Section C , Parcelle n° 168  
Section C , Parcelle n° 149  
Nom du demandeur : GUINARD DAVID

Selon les dispositions de l'article L342-11 du code de l'énergie, l'éventuelle contribution pour des travaux d'extension nécessaires à la réalisation d'un projet de production n'est pas à la charge de la CCU.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sincères salutations.

Corinne LAUQUIN

Votre conseiller

Pour information :

Nous tenons également à vous préciser que cette parcelle est surplombée par une ligne électrique aérienne ou traversée

1/2

Enedis est une entreprise de service public, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité. Elle développe, exploite, modernise le réseau électrique et gère les données associées. Elle réalise les raccordements des clients, le dépannage 24h/24, 7j/7, le relevé des compteurs et toutes les interventions techniques. Enedis est indépendante des fournisseurs d'énergie qui sont chargés de la vente et de la gestion du contrat de fourniture d'électricité.





*par un câble électrique souterrain, les constructions érigées sur ce terrain devront donc respecter les distances réglementaires de sécurité décrites dans l'arrêté technique du 17 mai 2001. Si ces constructions ne pouvaient se trouver à distance réglementaire des ouvrages, alors ceux-ci devront être mis en conformité. Dès l'acceptation de l'autorisation d'urbanisme, le pétitionnaire devra demander une étude à Enedis pour déterminer les solutions techniques et financières à mettre en œuvre.*

2/2





**PRÉFET  
DE LA NIÈVRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires**

Nevers, le 14 NOV. 2022

Service économie agricole  
Affaire suivie par : Xavier PETIT – Laure DUDRAGNE  
Tél : 03-86-71-52-23  
Courriel : xavier.petit@nievre.gouv.fr  
laure.dudragne@nievre.gouv.fr

Monsieur,

L'étude préalable agricole initiale relative au projet solaire sur la commune de Chevenon avait reçu un avis défavorable de ma part notifié par courrier en date du 1<sup>er</sup> juin 2022 au regard des mesures de réduction et de compensation qui étaient insuffisantes telles que proposées.

Le 2 septembre 2022, votre société m'a transmis une étude préalable agricole modifiée sur ce projet qui a fait l'objet d'une nouvelle présentation à la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) de la Nièvre en date du 11 octobre 2022.

Cette commission a rendu un avis motivé favorable sur les conclusions modifiées de cette étude au regard des modifications apportées concernant :

- les mesures d'évitement et de réduction qui permettent de démontrer la viabilité de l'atelier ovin, considéré comme une activité agricole significative.
- le montant de la compensation collective agricole ré-évalué à 52 779 € qui sera versé au GUFA de la Nièvre.

Au regard de ces éléments, j'émet un avis favorable à votre étude préalable.

Par ailleurs, il vous appartient de m'informer de la mise en œuvre des mesures de compensation collective selon une périodicité adaptée à leur nature. Les modalités du suivi de ces mesures seront définies au regard de leur échéancier prévisionnel que vous me transmettez dès qu'il sera établi.

L'étude préalable modifiée présentée et le présent avis seront publiés sur le site internet des services de l'État.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Préfet

Daniel BARNIER

M. David GUINARD  
PHOTOSOL Développement  
40 rue de la Boétie  
75008 PARIS

Préfecture de la Nièvre  
40 rue de la préfecture – 58026 NEVERS cedex  
tél : 03 86 60 70 80 - courriel : courriel@nievre.pref.gouv.fr  
Site internet : <http://www.nievre.gouv.fr>